

POSTE VACANT DE JURISTE CHARGÉ D'INSTRUCTION SOUS LE STATUT DE L'EMPLOYE PUBLIC (M/F) DANS LE GROUPE D'INDEMNITE A1

Infos clés

Statut: Employé public dans le groupe d'indemnité A1

Type de recrutement: Externe

Type de contrat: Contrat à durée indéterminé (CDI)

Tâche : Tâche complète

Date limite de candidature: 30.01.2023

Date de publication : 07.01.2023

ORGANISME RECRUTEUR

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

ORGANISME D'AFFECTATION

Commission nationale pour la protection des données (CNPD) - Service « Enquêtes »

MISSIONS

Sur base du travail d'enquête effectué, assurer l'instruction juridique des enquêtes sur la protection des données et notamment:

- Analyser les dossiers d'enquêtes et identifier les problématiques et violations potentielles relevant du droit de la protection des données ;
- Rédiger divers documents procéduraux relatifs à l'instruction de l'enquête et effectuer leur suivi ;
- Procéder à des travaux de recherche et rédiger des avis et notes juridiques en relation avec les enquêtes réalisées ;
- Contribuer aux travaux d'ordre méthodologique ou procédural en relation avec les enquêtes de la CNPD ;
- Effectuer un suivi permanent des positions de la CNPD ;
- Participer aux travaux des groupes de travail internationaux.

PROFIL

Les candidats doivent être titulaires d'un grade ou diplôme de droit ou équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master dans un domaine en relation avec les compétences spécifiques recherchées ou de son équivalent. Les grades ou diplômes visés doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Compétences techniques :

- Connaissance de la réglementation sur la protection des données personnelle (la connaissance de la législation propre au contentieux administratif luxembourgeois constitue un plus) ;
- Disposer d'une excellente capacité analytique portant sur les textes de lois, règlements grand-ducaux et les jurisprudences ;
- Excellent niveau d'expression écrite (juridique) en français et très bon niveau en anglais ;
- Maîtrise des fonctions avancées de Microsoft Word et bonne capacité d'adaptation à divers outils informatiques ;
- Excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, face à des questions de droit complexes.

Compétences comportementales :

- Capacité d'écoute et d'assimilation de concepts « métiers » propres aux enquêtes sur la protection des données auprès des agents enquêteurs ;
- Capacité d'apprentissage et d'adaptation ;
- Sens de la collégialité et responsabilité individuelle ;
- Faire preuve d'objectivité ainsi que d'une confidentialité et d'une discrétion absolue ;
- Esprit d'investigation et minutie rédactionnelle ;
- Rigueur intellectuelle élevée et capacité à effectuer des recherches juridiques détaillées et à en rendre compte ;
- Capacité à travailler individuellement ou en équipe.

Langues :

Les candidats doivent répondre aux exigences de la connaissance des trois langues administratives pour le groupe de traitement A1. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise.

Sont considérés comme des atouts :

- Expérience professionnelle dans le domaine de la protection des données ;
- Un intérêt prononcé pour les développements technologiques et les systèmes d'information ;
- Expérience professionnelle dans un service juridique, un cabinet d'avocats en contentieux ou une institution judiciaire.

DOCUMENTS A FOURNIR

La candidature doit obligatoirement être accompagnée :

1. d'une lettre de motivation
2. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée ;
3. du curriculum vitae, certifié sincère renseignant les informations suivantes:
 - le(s) nom(s) et prénom(s) ;
 - la date de naissance) ;
 - la nationalité ;
 - l'adresse électronique ;
 - la liste des établissements d'enseignement fréquentés et leur pays d'implantation (veuillez indiquer le nom complet des établissements, les abréviations n'étant pas permises) ;
 - les diplômes (veuillez indiquer l'intitulé des diplômes) ;
 - l'expérience professionnelle ;
 - les connaissances en langues parlées et écrites ;

ADRESSE D'ENVOI

Les demandes sont à adresser jusqu'au 30 janvier 2023 au plus tard à la

Commission nationale pour la protection des données
Service Ressources Humaines
15, boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

ou par voie électronique à l'adresse :

rh@cnpd.lu

RENSEIGNEMENTS

Madame Cristina Fernandes, Tél: 26 10 60 – 1, E-mail: rh@cnpd.lu

COMMENTAIRES EVENTUELS

* Ce poste est ouvert aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.